

# LES NOTES DU CRGN

Centre de Recherche de la Gendarmerie Nationale

Numéro 115 – Mai 2025

CNE (RO) A. RODDE, CDT C. POTEVIN, N. HÉNIN



©Ministère de l'Intérieur/F. Pellier

Priorité stratégique de la prospective



Gendarmerie et territoires

Le CRGN certifie que ce document a été entièrement rédigé par une intelligence humaine

## LE FEU COMME ARME

### RÉFLEXION INITIALE SUR LA COORDINATION DES FORCES DE L'ORDRE ET DES SAPEURS-POMPIERS

L'arsenalisation du feu<sup>1</sup> présente de nombreux avantages pour l'auteur d'une action violente. Ce mode d'action, seul ou associé à d'autres, ne demande que peu de compétences techniques ou tactiques particulières, même si une bonne connaissance des dynamiques du feu et des matériaux permet d'en améliorer singulièrement l'efficacité. Par ailleurs, le matériel nécessaire est facilement accessible et peu coûteux. L'incendie offensif présente également une forte létalité, comme l'a montré l'une de ses premières occurrences majeures : en mars 1990, un incendiaire, doté d'une simple bouteille en plastique remplie d'essence, a enflammé l'escalier de secours de la discothèque Happy Land, dans le Bronx, faisant 87 victimes. Au-delà d'événements malveillants, l'incendie offensif est un mode opératoire intéressant pour des acteurs terroristes, comme l'a encore rappelé l'attentat au Crocus City Hall de Moscou le 22 mars 2024.

Plutôt aisé pour l'assaillant, l'incendie offensif, surtout utilisé dans une configuration complexe (plusieurs modes opératoires et/ou action itinérante ou évolutive), présente un défi pour les intervenants. La fumée réduit la visibilité et, ce faisant, la compréhension de l'événement. Les flammes, qui progressent alors que l'heure tourne, ajoutent un facteur de stress et même de danger. Par ailleurs, si les forces de l'ordre sont entraînées à agir dans un environnement hostile, l'incendie est un domaine qui leur est largement inconnu. Et si les sapeurs-pompiers savent intervenir sur des incendies complexes et périlleux, ils peuvent se trouver dépourvus si leur zone d'intervention est battue par des tirs ou s'ils doivent procéder au sauvetage et extraire des flammes les victimes d'une prise d'otage de masse. De ce point de vue, l'attentat de Moscou de mars 2024, avec de nombreux otages à évacuer de deux environnements complexes, le toit d'un bâtiment en flammes et un sous-sol enfumé, est riche d'enseignements. La diffusion des images d'un bâtiment en flamme lors d'une attaque d'ampleur assure également un impact médiatique conséquent.

Si ce mode d'action n'a été que peu utilisé lors d'attaques terroristes en France, à quelques exceptions près<sup>2</sup>, l'impact de ce type d'attaque mérite que les services de l'État s'y préparent. Surtout, l'usage du feu dépasse largement le cadre terroriste. La situation, et les réponses, seront, bien sûr, très différentes selon que l'incendie est l'unique ou principal mode opératoire ou qu'il est utilisé associé à d'autres actions, pour complexifier une attaque, mais aussi selon que le feu est utilisé dans une intention principalement destructrice (dommages aux biens) ou homicide. Dans le cadre d'une action de violence de masse, le feu peut aussi se retrouver conjugué à des actions visant à déclencher un mouvement de foules, lequel constitue un mode opératoire terroriste insuffisamment considéré.

Dans le cadre de cette Note, le haut du spectre en termes de mode opératoire constitue sans doute l'usage du feu lors d'une fusillade active et/ou d'une prise d'otage, comme à Mumbai en 2008, à l'hôtel Splendid de Ouagadougou en mars 2018 ou, plus récemment, au Crocus City Hall de Moscou. Dans ces cas complexes, une manœuvre conjointe des forces de l'ordre et des services d'incendie et de secours est nécessaire. Elle demande à être anticipée, réfléchie et soumise à de la préparation

1 Les Anglo-Saxons parlent de *fire as a weapon* ou FaaW, nous préférons dans cette publication utiliser le terme de feu comme arme, ou d'incendie offensif.

2 On peut citer les cas de Stains en mars 2017 et de la Grande-Motte en août 2024.

opérationnelle. Elle réclame aussi un minimum d'acculturation croisée et de connaissances des capacités des uns et des autres ainsi qu'une connaissance des moyens dont dispose chacun et de leurs doctrines d'emploi. Cette Note abordera des moyens d'extinction développés récemment par les Services d'incendie et de secours (SIS) visant à réduire l'exposition des personnels, qui n'ont pas été conçus spécifiquement pour répondre à une action hostile mais dont la doctrine pourrait être élargie à cet effet. Depuis les attentats terroristes de 2015, les services de police et de gendarmerie et ceux d'incendie et de secours ont déjà multiplié les exercices communs et mis en place des doctrines d'intervention commune, comme en témoigne le développement de groupes d'extraction par nombre de SIS. L'incendie offensif est sans doute l'un des domaines dans lequel la perspective interservices peut être mise à profit. Même si son occurrence demeure rare, son impact justifie une préparation spécifique et il doit aussi être vu comme une opportunité de renforcer la co-opérabilité entre services.

## I) Un mode d'action nouveau et complexe pour les forces de l'ordre

L'utilisation d'un incendie offensif par un assaillant constitue un défi opérationnel complexe pour les forces de l'ordre. Ainsi, plusieurs phases de l'intervention nécessitent une réponse spécifique, dans des conditions dégradées où l'accès à l'information est limité. Deux types de scénarios d'incendie offensif sont envisageables. D'abord, celui où l'auteur de l'attaque incendie un bâtiment dans le but de faire des victimes humaines mais sans les prendre pour cibles par d'autres moyens, comme ce fut le cas lors de l'incendie du Happy Land (États-Unis, 1990, 87 morts)<sup>3</sup>. Ce type d'intervention, où l'objectif premier est l'évacuation des personnes présentes menacées par le feu et les fumées, reste une opération de secours dirigée par les effectifs des SIS. L'autre scénario est celui où l'auteur de l'attaque utilise l'incendie comme l'un de ses modes d'action, en combinaison avec l'usage d'une arme, comme ce fut le cas à Angoulême le 21 août 2024, où un homme de 46 ans a incendié la mairie à l'aide d'un bidon d'essence, avant d'attaquer les personnes présentes à l'intérieur à l'aide d'une chaîne enflammée, menant à sa neutralisation par les policiers municipaux<sup>4</sup>. Ce type de scénario, où les forces de l'ordre font face à deux risques, l'incendie et l'assaillant, nécessite une approche particulière.

La première difficulté est l'identification de l'attaque par les forces de l'ordre. Du fait de la nature double du risque, l'alerte initiale par un témoin peut être transmise au Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) plutôt qu'aux forces de l'ordre, qui rejoignent alors le lieu de l'intervention sans information quant à la présence d'un assaillant. Le travail de prise d'information des personnels des Centres d'opérations et de renseignement de la gendarmerie (CORG) et des Centres d'information et de commandement (CIC) reste primordial pour permettre une intervention efficace et en sécurité des primo-arrivants. De plus, une fois les unités arrivées sur les lieux de l'intervention, les conditions dégradées inhérentes à un incendie peuvent rendre plus difficile l'analyse tactique de la situation, du fait du bruit, de la panique et de la visibilité réduite par les fumées. Une prise de contact avec les effectifs des SIS, s'ils sont déjà présents sur les lieux, est donc impérative. Le feu peut également agir comme un point de focalisation pour les effectifs de police et de gendarmerie, particulièrement lors d'interventions de nuit, du fait du caractère spectaculaire de celui-ci, comme cela a pu être le cas lors de la fusillade mortelle de Saint-Just (Puy-de-Dôme) en 2020. En outre, le feu et la fumée compliquent le recueil d'informations concernant le déroulé de l'attaque, la description de l'assaillant, son potentiel périple meurtrier dans le bâtiment, ainsi que le nombre de victimes et leur déplacement dans le bâtiment visé. Il peut également être utilisé par l'auteur de l'attaque afin de contrôler les accès aux bâtiments et les mouvements de ses victimes. Le 29 août 2022, à Houston (Texas), un locataire expulsé avait ainsi déclenché un incendie dans sa résidence, forçant ses voisins à s'échapper, alors qu'il les attendait allongé avec un fusil à pompe, ouvrant le feu sur les victimes qui fuyaient les lieux<sup>5</sup>. L'attaque, qui a fait trois morts et deux blessés, a rappelé l'importance de la coordination entre forces de l'ordre et sapeurs-pompiers. L'utilisation des équipements anti-incendie, et notamment des alarmes, peut également être l'objet de malveillance par les assaillants. Lors de l'attaque contre le collège de Westside de Jonesboro (Arkansas) en 1998, les auteurs, âgés de 11 et 13 ans, avaient ainsi déclenché l'alarme incendie avant d'ouvrir le feu, depuis une position de feu surélevée, sur les élèves évacuant le bâtiment, faisant 5 morts et 10 blessés<sup>6</sup>.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs assaillants sont encore actifs à l'intérieur du bâtiment incendié, il est nécessaire pour les forces de l'ordre d'envisager d'y pénétrer afin de neutraliser la menace et secourir les victimes présentes à l'intérieur. De façon évidente, l'incendie va compliquer, voire rendre impossible, une progression en sécurité dans le bâtiment. Progresser dans un bâtiment en feu, et être en capacité de procéder à une interpellation ou d'avoir une action de feu si nécessaire, reste particulièrement difficile. L'absence d'appareils respiratoires isolants pour les forces de l'ordre et de tenues ignifugées<sup>7</sup> ajoute une dangerosité supplémentaire à cette progression. Peu d'exemples d'intervention de forces de l'ordre intervenant

3 GROSS, Jenny. The fire was the deadliest in New York City since 1990 [en ligne]. *The New York Times*, 10 janvier 2022. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/2022/01/10/nyregion/happy-land-fire.html>

4 SARAZIN, Olivier, avec AFP. Attaque de la mairie d'Angoulême : l'assaillant mis en examen pour tentative d'homicide [en ligne]. *Sud-Ouest*, 4 septembre 2024. Disponible sur : <https://www.sudouest.fr/faits-divers/attaque-de-la-mairie-d-angouleme-l-assaillant-mis-en-examen-pour-tentative-d-homicide-21246967.php>

5 ASSOCIATED PRESS. Evicted Houston man kills 3, sets fire to lure them [en ligne]. *Houston Public Media*, 29 août 2022. Disponible sur : <https://www.houstonpublicmedia.org/articles/news/houston/2022/08/29/431805/evicted-houston-man-kills-3-sets-fire-to-lure-them/>

6 NEWMAN, Katherine S. *Rampage : The Social Roots of School Shooting*. Basic Books, 2004, 416 p.

7 Elles ne sont disponibles que pour les unités d'intervention spécialisée.

face à des assaillants alors qu'un incendie est en cours peuvent être recensés. On peut néanmoins évoquer l'assaut des groupes Alpha et Vypmel russes au sein de l'école n° 1 de Beslan (Ossétie du Nord-Alanie, Fédération de Russie) le 3 septembre 2004<sup>8</sup> et celui mené conjointement par la *Rapid Action Force* de la Marine Commando Force et la *National Security Guard* au sein des hôtels Taj Mahal Palace et Oberoi Trident à Mumbai (Inde) le 29 novembre 2008<sup>10</sup>. Chacune de ces opérations a mené, malgré le courage et l'engagement des effectifs d'intervention spécialisée, à des pertes humaines importantes, notamment parmi les opérateurs.

Le feu complexifie l'intervention en nécessitant une coordination précise et une communication constante entre forces de l'ordre et sapeurs-pompiers, ce qui nécessite une préparation approfondie<sup>11</sup>. Il ralentit l'action des forces de l'ordre, mais également des sapeurs-pompiers, en obligeant chacune des institutions à faire face à deux menaces simultanées : un individu armé et un incendie. Le phénomène reste fréquent, comme l'illustre Michael Marino dans son excellent article « *Defining Fire as a Weapon (FaaW): Clarity, Implications, and Opportunity for the Homeland Security Enterprise* », dans lequel il liste 84 incidents en 2020 aux États-Unis, principalement durant des troubles à l'ordre public et dans des situations de forcenés, ayant mené à la mort de quarante personnes<sup>12</sup>. Comme le précise l'auteur, l'action combinée des forces de l'ordre et des sapeurs-pompiers ne peut pas s'improviser sur le moment et nécessite une planification opérationnelle spécifique, incluant les moyens de communication, le matériel de protection individuel, et des séances d'instruction commune régulières.

## II) Réponse opérationnelle des SIS au profit des forces de l'ordre

La coopération mentionnée précédemment, impliquant les principaux acteurs de la réponse opérationnelle, à savoir les sapeurs-pompiers, la gendarmerie nationale et la police nationale, constitue le socle de cette action collective. Ces entités sont les protagonistes et joueront un rôle clé dans la mise en œuvre de ces opérations. L'objectif est d'atteindre un niveau d'interopérabilité optimal entre les sapeurs-pompiers et les forces de l'ordre afin de maximiser l'efficacité de l'intervention. Aujourd'hui, améliorer cette interopérabilité en cas d'incendie offensif semble devenir un nouvel enjeu de sécurité intérieure.

Outre les événements terroristes, les sapeurs-pompiers sont déjà confrontés à de nombreux incendies dans un contexte violent, dans lesquels leur intervention s'articule avec celle des forces de l'ordre, telles que les violences urbaines ou certaines interventions en milieu carcéral. Dans le cadre de la réponse opérationnelle des SIS en appui et/ou soutien aux forces de l'ordre, il est essentiel de procéder à une analyse de risque partagée. Cette analyse doit être réalisée en collaboration avec les différentes entités concernées (Commandant des opérations d'intervention spécialisée – COIS –, officier de liaison sapeurs-pompiers auprès du COIS, Commandant des opérations de secours – COS –, etc.) et doit prendre en compte les différents aspects de l'opération.

Le risque balistique requiert une protection spécifique. Le port d'un gilet pare-balle avec un appareil respiratoire isolant est possible, comme l'ont montré des tests effectués par plusieurs SIS, dont le Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS, qui regroupe la Métropole de Lyon et le Département du Rhône)<sup>13</sup>. Un autre risque provient des matières explosives, qu'elles aient été conçues comme telles (engin explosif improvisé) ou qu'elles soient fortuites (présence de matériaux explosifs tels que le gaz ou l'essence). L'incendie peut aussi constituer un vecteur de risques NRBC (nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques), que cet élément ait été anticipé ou non par l'auteur. Si de nombreux agents chimiques ou biologiques sont plutôt dégradés par la chaleur, d'autres peuvent être activés. Par ailleurs, le feu peut sceller des sources radioactives, notamment celles utilisées dans le milieu médical ou lors de certains transports de matériels dangereux. L'analyse de tous ces risques doit conduire à adapter la tenue et la dotation matérielle des personnels engagés, afin d'optimiser la charge et de réduire l'exposition de matériels. Sur un événement impliquant un forcené ayant dispersé de l'essence, les opérateurs des forces d'intervention peuvent ainsi limiter leur emport d'armes<sup>14</sup> pour réduire le risque de sur-événement.

Les grands principes d'action, connus notamment pour les interventions dans un contexte terroriste ou de risques NRBC, peuvent être mis en œuvre, à commencer par la définition des zones d'intervention (exclusion, contrôlée, soutien) partagées par logique métier afin de protéger les intervenants de chaque entité, tout en gardant à l'esprit qu'un tel zonage est toujours dynamique. Au-delà de ce zonage, des bulles tactiques assurées par les forces de l'ordre peuvent venir sécuriser un groupe d'intervention sapeur-pompier, à l'image de ce qui est effectué lors des violences urbaines ou lors des corridors d'extraction menés par les Groupes d'extraction et de sauvetage (GRES). Les primo-intervenants peuvent également mettre en œuvre des

8 GIDUCK, John. *Terror at Beslan : A Russian Tragedy with Lessons for America's School*. Archangel Group Inc, 2005, 392 p.

9 Dans le cas de Beslan, l'incendie a été déclenché par l'explosion de deux dispositifs. Le caractère intentionnel de cette explosion n'a pas été confirmé.

10 SCOTT-CLARK, Cathy, LEVY, Adrian. *The Siege : 68 hours inside the Taj Hotel*. Penguin Books, 2014, 352 p.

11 PFEIFER, Joseph W. Fire as a Weapon in Terrorist Attacks [en ligne]. *CTC Sentinel*, vol. 6, Issue 7, juillet 2013. Disponible sur : <https://ctc.westpoint.edu/fire-as-a-weapon-in-terrorist-attacks/>

12 MARINO, Michael. Defining Fire as a Weapon (FaaW): Clarity, Implications, and Opportunity for the Homeland Security Enterprise. *Journal of Homeland Security and Emergency Management*, décembre 2022.

13 Guide de doctrine opérationnelle « Réponse des SIS face aux effets des menaces » (non publié, diffusion en interne).

14 Notamment les grenades.

mesures conservatoires, telles que la fermeture d'une porte, l'isolement de l'incendie, l'utilisation de caméras thermiques, le déploiement de réseaux de détection, et l'inertage de liquide inflammable.

La coordination des commandants des opérations (COS, Commandant des opérations de police et de gendarmerie – COPG –, COIS) conduira à définir la temporalité de l'action, quitte à différer certaines manœuvres pour en privilégier d'autres (neutralisation d'un auteur, secours aux victimes, actions d'extinction, etc.), selon la dynamique et la configuration de l'action. Cette planification doit prendre en compte le temps nécessaire à la mise en œuvre des moyens nécessaires à chaque action. Le déploiement de tuyaux dans certaines configurations complexes (terrain, risques) peut ainsi réclamer plusieurs dizaines de minutes avant que l'action d'extinction démarre effectivement. La prise en compte de la temporalité est d'autant plus importante que, si des événements réclament des actions immédiates, ils peuvent aussi s'inscrire dans un temps assez long : comme lors de l'attaque du Crocus City Hall de Moscou, où les secours n'ont été maîtres du feu que vers 7 heures du matin, alors que l'attaque avait démarré vers 20 heures la veille. Les derniers foyers résiduels, quant à eux, n'ont été éteints que dans la soirée du lendemain<sup>15</sup>.

Les nouveaux moyens d'extinction à disposition des secours peuvent être mis à profit lors d'incendies offensifs, puisque plusieurs ont été développés dans l'objectif de réduire l'exposition des personnels. Les robots d'extinction peuvent ainsi être ajoutés à la grille de départ de tout événement terroriste. Certaines lances permettent, sinon d'éteindre, du moins d'inertier un feu en se faufilant par un interstice, ce qui peut être intéressant lorsque le volume incendié n'est pas accessible par le personnel de secours. Dans des cas extrêmes, d'autres moyens d'extinction peuvent être pertinents, comme lors de l'attaque du Crocus City Hall où des hélicoptères bombardiers d'eau ont même été engagés<sup>16</sup>. Toutefois, les doctrines d'emploi ne sont pas extensibles à l'infini. Les moyens aériens, par exemple, ne sont pas envisageables sur des structures bâtimementaires fragiles ou des zones où se trouvent des personnes.

Si le travail sur l'interopérabilité interservices est une priorité admise, reste à voir de quels moyens les acteurs disposent. Les guides de doctrine opérationnelle communs existants sont un atout, même si leur approche peut être disparate d'un territoire à l'autre. Pour les SIS, l'un des principaux leviers est l'officier de liaison auprès du COGP et/ou du COIS. Il s'agit d'une fonction clé de la réponse opérationnelle, qui mérite d'être professionnalisée. Dans ce contexte, des interventions relevant du risque courant (violences urbaines, certaines situations de type forcenés par exemple) sont des occasions parfaites pour travailler la réponse opérationnelle intégrée.

Une dernière question est celle de l'acceptation du risque par les sapeurs-pompiers. Professionnels ou volontaires, ils sont souvent confrontés à des situations dangereuses dans lesquelles ils risquent leur vie. Ils doivent évaluer rapidement les dangers potentiels tout en prenant des décisions critiques, dans l'espoir de sauver d'autres vies. Cette acceptation du risque est accompagnée d'une formation rigoureuse et de doctrines d'emploi et d'engagement afin de minimiser les dangers tout en maximisant l'efficacité de leurs interventions. En somme, les sapeurs-pompiers doivent naviguer entre courage et prudence, faisant preuve d'un engagement exemplaire envers la sécurité des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement<sup>17</sup>. En ce sens, est-ce que les sapeurs-pompiers prennent plus de risques sur une opération avec un forcené en appui du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) que sur une fuite de gaz enflammée au pied d'un immeuble habité ? Par conséquent, doivent-ils être engagés ? Ces questions se posent déjà pour les commandants des opérations de secours désignés, qui se doivent d'appliquer le règlement opérationnel ainsi que les doctrines d'emploi et d'engagement de leur corps d'appartenance.

L'incendie offensif demeure donc un challenge opérationnel conséquent pour les forces de l'ordre et les services d'incendie et de secours, nécessitant une posture opérationnelle et une vigilance particulière.

■ **Le Commandant Christian POTEVIN** est officier de sapeur-pompier professionnel affecté au Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines (SDIS 78). Il est diplômé de l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI) et rapporteur du groupe de travail « La réponse des Services d'Incendie et de Secours face aux effets des menaces » de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, ainsi que membre de la cellule Veille et Analyse - État de la Menace 78 (VAEM 78).  
 ■ **Nicolas HÉNIN** est consultant et formateur en prévention du terrorisme et de la radicalisation et expert sapeur-pompier volontaire au sein de la cellule Veille et Analyse - État de la Menace 78 (VAEM 78). Il était précédemment officier de réserve spécialiste à la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris.  
 ■ **Alexandre RODDE** est capitaine de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale et chercheur spécialisé dans les problématiques de terrorisme et de tueries de masse. Il est également expert sapeur-pompier volontaire au sein de la cellule Veille et Analyse - État de la Menace (VAEM 78).

Le contenu de cette publication doit être considéré comme propre à ses auteurs et ne saurait engager la responsabilité du CRGN.

15 GLUKHOVA, Natalia, SHVETS, Sergey. Fanning the flames [en ligne]. *Novaya Gazeta Europe*, 28 mars 2024. Disponible sur : <https://novayagazeta.eu/articles/2024/03/28/fanning-the-flames-en>

16 *Idem*.

17 Pour les SDIS, SDIS et SIS en Corse : dans le Code de la sécurité intérieure (CSI), article L. 721-2 et dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), articles L. 1424-1 à L. 1427-8 ; pour la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris : dans le Code de la défense, articles R. 1321-19 et R. 3222-13, dans le CSI, article L. 721-2 et dans le CGCT, article L. 1424-49 alinéa 1 ; pour le Bataillon de marins-pompiers de Marseille : dans le CSI, article L. 721-2 et dans le CGCT, articles L. 1424-4, L. 1424-7 et L. 1424-49 II, articles L. 2513-3 à L. 2513-7 et articles R. 2513-5 à R. 2513-14-1.